

## Politique | LGV : le projet GPSO freiné par le rapport Duron



**Le rapport Duron, remis ce jeudi à la ministre des Transports, Elisabeth Borne, par le Conseil d'orientation des infrastructures, risque de ne pas faire que des heureux. Dans ce document de 180 pages censé servir de base à la future loi de programmation des infrastructures figurant à l'agenda du gouvernement au printemps, on découvre que la Ligne à Grande Vitesse censée relier Bordeaux et Toulouse, si elle est jugée prioritaire, est reportée. Pour la ligne reliant Bordeaux à Dax, c'est encore plus compliqué : elle pourrait ne pas se faire avant les vingt prochaines années.**

### Trois virages pour une seule route

Mis en place par la ministre des Transports Elisabeth Borne en octobre dernier dans le cadre des Assises nationales de la mobilité, le Conseil d'orientation des infrastructures présidé par l'ancien député socialiste Philippe Duron a déposé ce jeudi son rapport sur le bureau de la ministre. En 180 pages, il dresse les priorités en matière de développement des routes, voies ferrées et voies fluviales que le gouvernement devrait financer dans les années à venir. Le rapport établit également trois scénarios de financement potentiel sur vingt ans : cinquante, soixante ou quatre-vingt milliards d'euros. Ces propositions correspondent respectivement à des "dépenses maîtrisées" avec très peu, voire pas de création de nouvelles infrastructures et un entretien minimum des lignes existantes, un "ni trop ni pas assez" qui réaliserait quelques nouveaux projets ou une ambition "maximale" traduisant par une accélération de la réalisation des projets prioritaires en question. Pour Philippe Duron, les choix doivent être "réalistes" et "en adéquation avec les besoins des Français au quotidien".

Sauf que le rapport, contrairement à ce qui avait été pressenti au départ et ce, malgré un ralentissement gouvernemental annoncé pendant l'été, est loin d'être tendre avec les projets de lignes à grande vitesse, notamment dans le Sud-Ouest. Ainsi, on apprend que la LGV reliant Bordeaux à Toulouse, si elle est bien jugée prioritaire, serait reportée et ses travaux étalés jusqu'en 2037 "au plus tard", 2028 ou 2032 si la ministre des Transports choisit un des deux autres scénarios envisagés. Le rapport propose également de diviser la réalisation de l'infrastructure en question, avec une préférence pour Agen-Toulouse (à la condition, dans le cas de figure du deuxième scénario, de ne pas construire Montpellier-Béziers), Bordeaux-Agen étant remis à plus tard. Enfin, le rapport préconise d'abandonner ou de repousser à une date encore plus lointaine plusieurs projets, et la ligne LGV Bordeaux-Dax fait partie de la liste. Comme l'éventuel contournement autoroutier de Bordeaux, ce projet ne se ferait pas dans les vingt prochaines années, et doit, dans le langage engagé par le rapport, "être interrogé à plus longue échéance", ce qui, en termes de courants, veut dire qu'elle n'est pas prête d'être inaugurée...

### Un scénario "innacceptable"

Ces préconisations interviennent dans un contexte déjà compliqué pour le projet GPSO : en juillet dernier, le tribunal administratif

de Bordeaux a annulé la déclaration d'utilité publique d'un tronçon du projet Bordeaux-Toulouse. L'État a depuis fait appel de cette décision, mais les politiques locaux auraient visiblement joué de leur influence pour retarder l'audience devant le Conseil d'État qui n'est pour l'heure toujours pas fixée. Reste que cette remise aux calendes grecques fait grincer des dents du côté de la Région Nouvelle Aquitaine. Interrogé ce jeudi, son Président Alain Rousset juge ce renvoi "innacceptable. Pour Bordeaux-Toulouse, c'est plutôt bien. Mais le problème, c'est qu'on ne peut pas rester sur une ligne datant du dix-neuvième siècle, surtout quand on a plus de 9300 camions par jour qui circulent entre Bordeaux et l'Espagne" (et 16 000 en 2020 selon les projections, plutôt pessimistes) pro-GPSO, de [RFF en 2011](#)).

"Le GPSO doit être pris comme un tout cohérent", a continué l'ancien Président de l'Association des Régions de France. Si, en janvier, on apprenait que la présidente de la région Occitanie Carole Delga, et celui de la métropole de Toulouse Jean-Louis Moudenc figuraient parmi les élus auditionnés par le COI, on n'a visiblement pas demandé son avis à Alain Rousset, qui affirme ce matin qu'il n'avait "même pas été reçu par la Commission". S'il juge l'avis du rapport "indécent", il devra, comme les autres, attendre fin février, date à laquelle les choix d'Elisabeth Borne seront définitivement tranchés, avant qu'un calendrier de réalisation ne soit inscrit dans la loi programmée pour le mois d'avril, loi qui sera définitivement adoptée ou non par le Parlement dans les prochains jours. foulée. Quelque soit l'avis des élus, en attendant la décision, une chose est sûre : ils vont devoir passer quelques mandats avant de pouvoir réserver leurs billets pour les TGV vers Toulouse et Dax...



Romain Béteille

*Credit Photo : aqui.fr*  
*Publié sur [aqui.fr](#) le 01/02/2020*  
*[Url de cet article](#)*